

**ARRÊTÉ
de mise en demeure
à l'encontre de la société CARRIERE DE DADONVILLE
à DADONVILLE**

**La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement «, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2018 autorisant la S.A.S. N. CRAMBES à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaire implantée à DADONVILLE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2022, complété le 13 mars 2025, autorisant la S.A.S. CARRIERE DE DADONVILLE à poursuivre l'exploitation de la carrière implantée aux lieux-dits « Petit Secval » et « Grand Secval » à DADONVILLE, et lui imposant la constitution des garanties financières pour les installations visées au 2° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mars 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 24 mars 2025 communiquant à la société CARRIERE DE DADONVILLE son rapport relatif au contrôle réalisé le 19 février 2025 sur le site de DADONVILLE, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu les propositions de l'inspection des installations classées du 24 mars 2025 ;

Vu la notification à l'exploitant du projet de mise en demeure susceptible d'être prononcée à son encontre ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence d'observation présentée par l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé dans le délai imparti ;

Considérant que lors de la visite du site exploité par la société CARRIERE DE DADONVILLE à DADONVILLE du 19 février 2025, l'inspecteur de l'environnement de la D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire a constaté que les installations électriques basse tension et très basse tension n'étaient pas en bon état ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

Considérant que suivant les termes de l'article L.171-8 du code de l'environnement, « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [...]* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 : La S.A.S. CARRIERE DE DADONVILLE (siège social : 25 rue principale – 57635 HERANGE) exploitant la carrière de calcaire implantée à DADONVILLE aux lieux-dits « Petit Secval » et « Grand Secval », est mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé relatives à l'entretien des installations électriques, **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Le présent arrêté est notifié à la société CARRIERE DE DADONVILLE par voie postale. En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, cet acte est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture du Loiret, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ORLÉANS, LE

25 AVR. 2025

**Pour la préfète et par délégation
Pour le secrétaire général absent
Le secrétaire général adjoint**


Adrien MEO

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.